

La leçon du Manifeste de Ventotene dans la culture européenne française

par Gianfranco Rubino

Les célébrations du centenaire de la naissance de ce grand précurseur qu'a été Altiero Spinelli offrent l'occasion de mesurer le chemin parcouru par la cause européenne depuis le *Manifeste de Ventotene* et la fin de la guerre. L'existence actuelle de l'Union européenne et de tout un appareil institutionnel qui administre et coordonne les activités d'une bonne partie de notre continent confirme l'ampleur et la lucidité des perspectives théorisées par Spinelli. Les éloges qui lui sont adressés présentent souvent ce dernier comme un grand visionnaire. C'est là une bonne définition si l'on entend par ce terme la capacité de concevoir au-delà de l'existant les horizons d'un état futur de la société. Mais il ne faut pas considérer «le mot "visionnaire"» comme synonyme d'«utopiste». Le diagnostic de Spinelli à propos des responsabilités des États-nations dans l'éclatement de la seconde guerre mondiale pouvait être tenu pour parfaitement fondé. À plus forte raison, le dépassement des nationalismes constituait une prémisses indispensable de la paix au sein du vieux continent. Certes, la construction européenne d'aujourd'hui ne coïncide pas avec l'État fédéral auquel Spinelli songeait; mais les raisons de ce décalage tiennent à plusieurs facteurs historiques, souvent imprévisibles à l'époque. Même aujourd'hui, la globalisation et la persistance tenace d'intérêts nationaux et locaux posent des problèmes que l'on ne saurait sous-estimer.

Cette perspective unitaire de l'Europe a ses antécédents dans un passé culturel et politique qui concerne entre autres un pays qui est au centre même du continent, à savoir la France. Sans remonter plus loin, il faudrait rappeler à quel point celle qu'on appela la République des lettres au XVIIe siècle traçait l'idéal d'une communauté internationale d'hommes sages et cultivés, capables de faire avancer la connaissance par leur collaboration. Le père idéal de cette conception, dont témoignent les correspondances érudites et scientifiques du XVIIe et du XVIIIe, était bien Descartes, tandis que Pierre Bayle sut imprimer à ce réseau d'échanges un potentiel de divulgation et de développement grâce à son journal «Nouvelles de la République des lettres». S'il s'agissait là (de tout façon) des dialogues d'une lumière au XVIIIe siècle étendait les pouvoirs de la réflexion intellectuelle et morale à des horizons bien plus vastes et à des possibilités d'application pratique et politique beaucoup plus immédiates. On

sait quel a été le rôle des Rousseau, des Voltaire, des Montesquieu, des Diderot...

Si le XIXe siècle, en tant qu'apogée des revendications nationales, a démenti ces attitudes (mais le 17 juillet 1851 son discours à l'Assemblée législative, lors du débat sur la révision de la Constitution, Victor Hugo préconisait «cet immense édifice de l'avenir, qui s'appellera un jour les États Unis d'Europe»), il est sûr que le XXe siècle, à cause des tragédies qui l'ont traversé, a dû reposer la problématique européenne à plusieurs niveaux: sur le plan culturel, des écrivains comme Paul Valéry et Jules Romains, auteur d'un magnifique poème «*Europe*» au lendemain de la première guerre mondiale et d'essais spécifiques sur le même sujet, ont réfléchi sur les perspectives de notre continent. Au lendemain des ravages de la seconde guerre mondiale, "Éducation européenne" de Romain Gary lançait un appel, au-delà de toute rancune, à la fraternité humaine et culturelle des peuples d'Europe.

On sait que dans le domaine politique l'itinéraire de Spinelli a rencontré la France à plusieurs reprises. En 1944 ce fut grâce à l'appui de Jean- Marie Soutou, représentant de la France libre, que le CFFE (Comité Français pour la Fédération Européenne) donna son adhésion à l'institution d'une fédération européenne. En avril 1944, lors d'une réunion internationale très importante organisée à Paris, à laquelle participèrent Vincent Auriol, André Philip, Henri Frenay, Albert Camus, où Spinelli et d'autres fondèrent le Comité International pour la Fédération européenne.

Pour de multiples raisons, la suite n'a pas été linéaire, comme l'on sait. En 1954, à la grande déception de Spinelli, le projet d'une Communauté européenne de défense (CED) fut rejeté par le Parlement français. Tout récemment, Valéry Giscard d'Estaing a dirigé l'élaboration d'un Traité constitutionnel, qui n'a été ratifié ni par la France ni par la Hollande. Mais des hommes politiques français ont participé de façon décisive aux différentes étapes de la construction européenne: Robert Schumann, qui participa en 1950 à la création de la CECA, Jean Monnet, préconisateur lui aussi de la CECA et fondateur en 1955 du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, Simone Veil, premier président du Parlement européen élu directement par les citoyens, Jacques Delors, président de la Commission exécutive de la Communauté européenne de 1985 à 1995, décennie capitale pour l'élargissement et le renforcement de l'intégration.

L'élaboration d'une convention constitutionnelle plus agile, ayant débouché sur le traité de Lisbonne, a permis de surmonter l'impasse rencontrée par le projet précédent. Il est légitime de souhaiter que les processus historiques en cours, dans un monde aussi complexe que celui d'aujourd'hui, aillent dans la direction d'une unification de plus en plus substantielle.

Préface

d'Eugenio Colorni (Rome 1944)

Les présents écrits ont été élaborés et rédigés sur l'île de Ventotene, au cours des années 1941-1942. C'est dans ce climat d'exception, à travers les mailles d'une rigoureuse discipline, par le canal d'une information que l'on tentait au moyen de mille ruses de rendre la plus complète possible, que quelques esprits - partagés entre un sentiment de tristesse dû à l'inertie forcée et l'attente impatiente d'une prochaine libération - mûrissaient une nouvelle réflexion sur l'ensemble des problématiques qui avaient été à l'origine aussi bien de l'action menée que du comportement adopté dans la lutte.

L'éloignement de la vie politique concrète offrait l'occasion d'un regard plus détaché, de même qu'il invitait à revoir les positions traditionnelles en s'interrogeant sur les échecs passés, dont les raisons étaient moins à rechercher dans les erreurs d'ordre technique de stratégie parlementaire ou révolutionnaire, ou encore dans l'"immaturité" globale de la situation, que dans les maladresses de l'organisation générale et dans la lutte engagée selon les lignes de rupture habituelles sans tenir suffisamment compte des nouvelles modalités qui étaient en train de transformer la réalité.

Pour s'apprêter à combattre efficacement la grande bataille qui s'annonçait dans un avenir fort proche, il fallait non seulement corriger les erreurs du passé, mais encore reformuler les termes des diverses problématiques politiques, en ayant l'esprit libre de tout préjugé doctrinal et de toute mythologie de parti.

C'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns, a fait son chemin l'idée que la contradiction fondamentale, à l'origine des crises, des guerres et des injustices qui affligent notre société, tient à l'existence d'États souverains, géographiquement, économiquement et militairement affermis, qui considèrent les autres États comme des rivaux ou de potentiels ennemis et qui instaurent les uns par rapport aux autres des relations de *perpetuo bellum omnium contra omnes*. Certes, l'idée n'était nullement inédite en soi. Mais, dans le contexte et les circonstances où elle voyait le jour, elle prenait une allure de nouveauté. À cela, plusieurs raisons:

1) Tout d'abord, la solution internationaliste, commune aux programmes de tous les partis politiques progressistes, est considérée dans une certaine mesure par ces mêmes partis comme la conséquence obligée et quasi automatique de la réalisation des objectifs que chacun d'eux s'est fixés. Les

démocrates estiment que la mise en place, dans chaque pays, du régime qu'ils préconisent, favoriserait sûrement la naissance d'une conscience unitaire qui, tout en permettant d'abolir les frontières culturelles et mentales, devrait être le préambule indispensable d'après eux à une libre union entre les peuples, y compris dans les domaines politique et économique. Les socialistes, quant à eux, pensent que l'instauration, dans les différents États, de régimes fondés sur une didacture du prolétariat conduirait de par leur nature à un État collectiviste international.

Or, une analyse du concept moderne d'État, tenant compte de l'ensemble des intérêts et des sentiments nationaux, montre clairement que les analogies entre les régimes, susceptibles de faciliter des rapports d'amitié et de collaboration entre les États, ne sont pas une garantie d'unification automatique, quand bien même progressive, tant que perdureront des intérêts et des sentiments collectifs liés au maintien d'une unité circonscrite à l'intérieur des frontières nationales. L'histoire nous a appris que des sentiments chauvinistes et des intérêts protectionnistes peuvent amener deux démocraties à l'antagonisme et au conflit. De même, rien n'oblige un État socialiste riche à accepter de mettre en commun ses propres ressources avec un autre État socialiste beaucoup plus pauvre, pour le simple fait que tous deux sont régis par des systèmes politiques analogues.

L'abolition des frontières politiques et économiques entre les États ne ressortit donc pas nécessairement à l'instauration, dans tous les États à la fois, d'un même régime donné. C'est en réalité un problème à part qui demande à être affronté selon les modalités qui lui sont propres. Certes, on ne peut pas être des socialistes authentiques sans être dans le même temps internationalistes. Mais on l'est en vertu d'un lien idéologique, plus que par nécessité politique et économique, si bien que la victoire socialiste dans chaque État n'aboutit pas forcément à un État international.

2) Ensuite, ce qui amenait à renforcer de manière autonome la thèse fédéraliste était le fait que les partis politiques existants, liés à un passé de luttes engagées à un niveau national, sont habitués, par coutume et par tradition, à poser toutes les problématiques en partant du présupposé implicite qu'est l'existence de l'État national et à considérer les problématiques relatives à une organisation internationale comme des questions de «politique étrangère» qu'il convient de résoudre par la voie diplomatique et par le biais d'accords entre les divers gouvernements. Cette attitude est à la fois la cause et la conséquence de l'attitude évoquée plus haut, selon laquelle on considère qu'après avoir pris les rênes du pouvoir, l'accord et l'union entre régimes ayant des affinités sont naturels, sans que soit nécessaire un combat politique expressément engagé dans ce but.

Dans l'esprit des auteurs des textes ici rassemblés, s'est au contraire profondément ancrée la conviction que la question d'un système international ne peut devenir la question centrale de notre époque historique et être tenue pour un préliminaire obligé dans la résolution de tous les problèmes institutionnels, économiques et sociaux qui s'imposent à notre société, qu'à l'inéluctable condition de prendre en compte tous les aspects qu'impliquent les divergences politiques internes et les choix de chaque parti, y compris au plan des tactiques et des stratégies adoptées dans la lutte quotidienne. Toutes les problématiques, qu'il s'agisse de libertés constitutionnelles, de lutte des classes, de planification, de prise du pouvoir et d'exercice du pouvoir, bénéficient d'un éclairage nouveau si elles sont examinées en partant du principe que l'objectif prioritaire est la réalisation d'un système unitaire international. Les stratégies politiques, le fait de soutenir telle ou telle autre force en jeu et d'intensifier tel ou tel autre mot d'ordre, revêt des aspects bien différents selon que le but envisagé est la prise du pouvoir et la mise en place de réformes dans chacun des États nationaux ou la création des conditions économiques, politiques et morales fondamentales en vue d'instaurer un système fédéral qui puisse intéresser l'ensemble du continent.

3) La dernière raison - et sans doute la plus importante - dépend du fait que l'idéal d'une fédération européenne, en tant que prélude à une fédération mondiale, pouvant paraître encore une lointaine utopie il y a quelques années de cela, se présente aujourd'hui, à la fin de la guerre, comme un but réalisable, presque à portée de la main. Le total bouleversement que ce conflit a provoqué pour les populations de tous les pays soumis à l'occupation allemande, la nécessité de reconstruire sur de nouvelles bases une économie détruite dans sa presque totalité et de remettre à l'ordre du jour la question des frontières politiques, des barrières douanières, des minorités ethniques, etc., la singularité de cette guerre où l'élément national a été si souvent exas péré par la composante idéologique, où on a vu des États plus petits renoncer en grande partie à leur souveraineté au profit des États les plus forts et où les fascistes ont remplacé le concept d'«espace vital» par celui d'«indépendance nationale»: tous ces éléments rendent plus que jamais actuel, dans l'après-guerre, le problème de l'organisation d'un fédéralisme européen.

Pour des raisons tant économiques qu'idéologiques, le fédéralisme pourra intéresser des forces issues de toutes les classes sociales. On s'en approchera aussi bien par la voie diplomatique que par des manifestations populaires, en promouvant d'une part au sein des classes cultivées une réflexion sur les problèmes relatifs au fédéralisme et, de l'autre, en provoquant une conjoncture révolutionnaire qui, une fois établie, rendra impossible tout retour en arrière; en cherchant d'une part à influencer les classes dirigeantes des États victorieux et,

de l'autre, en agitant dans les pays vaincus le mot d'ordre proclamant que seule une Europe libre et unie peut leur assurer le salut et leur éviter les dramatiques conséquences de la défaite.

Notre Mouvement est né de ces exigences. La prééminence et l'antériorité de ce problème par rapport à tous ceux qui s'imposent en cette époque que nous nous apprêtons à vivre, la certitude que, si nous laissons la situation se figer dans les vieux moules nationalistes, l'occasion sera perdue pour toujours et que ni la paix ni aucun bonheur durable ne seront possibles pour notre continent, nous ont poussé à vouloir créer une organisation autonome, chargée de promouvoir l'idée d'une Fédération Européenne en tant qu'objectif réalisable dans l'immédiat après-guerre.

Nous n'ignorons pas les difficultés d'un tel projet, ainsi que la puissance des forces qui opèrent en sens contraire. Mais c'est aussi la première fois que ce problème est selon nous placé à l'ordre du jour de la lutte politique, non pas comme un lointain idéal, mais comme un besoin tragique et urgent.

Notre Mouvement, qui vit désormais depuis près de deux ans dans une clandestinité rendue extrêmement difficile par l'oppression fasciste et nazie, dont les membres proviennent des rangs de l'antifascisme et sont tous engagés dans la lutte armée pour la liberté, et qui a déjà payé son lourd tribut de prisonniers pour la cause commune, n'est pas et ne veut pas être un parti politique. Comme il l'a toujours plus nettement démontré, notre mouvement veut agir sur les différents partis politiques et au sein de chacun d'eux, non seulement pour en accentuer la composante internationaliste, mais aussi et surtout pour que tous les problèmes de la vie politique soient appréhendés à partir de ce nouveau point de vue auxquels ils ont été si peu habitués jusqu'à présent.

Nous ne sommes pas un parti politique car, même si nous avons soin de promouvoir la réflexion sur l'organisation institutionnelle, économique et sociale de la Fédération Européenne et que nous prenons part activement à la lutte pour sa réalisation, notamment en essayant d'identifier les forces qui pourront agir en sa faveur dans la future conjoncture politique, nous ne voulons pas nous prononcer officiellement sur des questions d'ordre institutionnel, sur le degré plus ou moins élevé de collectivisation économique ou de décentralisation administrative, etc. qui devront caractériser le futur système fédéral. Nous préférons que ces problèmes soient amplement et librement débattus au sein de notre mouvement et que toutes les tendances politiques, de l'aile communiste à l'aile libérale, y soient représentées. De fait, nos adhérents militent presque tous dans un des partis politiques progressistes et tous s'accordent pour promouvoir les principes qu'ils considèrent comme les principes élémentaires d'une Fédération Européenne libre, fondée sur aucune

hégémonie ni sur aucun régime totalitaire et dotée de structures suffisamment solides pour ne pas être réduite à une simple Société des Nations. Ces principes peuvent se résumer par les points suivants: armée fédérale commune, unité monétaire, abolition des barrières douanières et des restrictions à la circulation des individus ressortissants des États membres de la Fédération, représentation directe des citoyens aux assemblées fédérales, politique étrangère commune.

Au cours de ses deux années d'existence, notre Mouvement s'est largement étendu aux groupes et aux partis politiques antifascistes. Parmi eux, certains nous ont publiquement exprimé leur adhésion et sympathie. D'autres ont sollicité notre collaboration à l'établissement de leurs programmes. Et il n'est pas prétentieux de dire que si les problèmes de la Fédération Européenne sont si souvent traités dans la presse clandestine, le mérite nous en revient en partie. Notre journal «L'Unità Europea» suit avec attention les événements de politique intérieure et internationale et prend position sur ces questions avec une totale indépendance de jugement.

Les présents écrits, fruit des idées qui ont donné naissance à notre Mouvement, n'expriment toutefois que les points de vue de leurs auteurs. Ils ne constituent donc en aucune manière une prise de position du Mouvement lui-même. Ils veulent offrir des sujets de discussion à tous ceux qui veulent entamer une nouvelle réflexion sur l'ensemble des problèmes liés à la vie politique internationale, en tenant compte des expériences idéologiques et politiques les plus récentes, des tout derniers résultats fournis par les experts économiques, des perspectives pour l'avenir les plus sensées et les plus raisonnables, qui seront bientôt complétés par d'autres études ou analyses. Notre souhait est que ces réflexions puissent susciter une effervescence d'idées et apporter, en ce climat embrasé par l'urgence de l'action, les éclairages nécessaires pour que notre action soit toujours plus déterminée, consciente et responsable.

Le Mouvement italien pour la fédération européenne
Rome, le 22 janvier 1944

Pour une Europe libre et unie. Projet d'un Manifeste Ventotene, 1941

Altiero Spinelli, Ernesto Rossi

I. La Crise de la Civilisation Moderne

La civilisation moderne a choisi comme fondement le principe de la liberté, en vertu duquel l'homme ne doit pas être pour autrui un simple instrument mais une entité de vie autonome. Eu égard à ce code, un processus historique grandiose s'est mis en place à tous les niveaux de la vie sociale qui ne s'y conformaient pas.

1) On a affirmé, pour toutes les nations, le droit à se constituer en États indépendants. Tout peuple, avec ses caractéristiques ethniques, géographiques, linguistiques et historiques propres, devait pouvoir trouver dans l'organisme de l'État dûment créé, suivant sa propre conception de la vie politique, un instrument apte à satisfaire au mieux ses exigences, en toute indépendance, sans aucune intervention étrangère. L'idéologie de l'indépendance nationale a été un puissant levain de progrès: elle a permis de dépasser les chauvinismes mesquins pour ouvrir à une plus vaste solidarité contre l'oppression des dominateurs étrangers; elle a levé bon nombre d'obstacles qui empêchaient la circulation des individus et des marchandises; à l'intérieur des frontières de chaque nouvel État, elle a étendu les institutions et les systèmes d'organisation des pays les plus avancés à ceux qui l'étaient le moins. Mais telle idéologie portait en son sein les germes de l'impérialisme capitaliste que notre génération a vu se développer jusqu'à former des États totalitaires et déchaîner des guerres mondiales.

La nation n'est plus considérée à présent comme le produit historique de la cohabitation entre individus qui, parvenus au terme d'un long processus à une plus grande unité de moeurs et d'aspirations, trouvent dans l'État la forme

la plus efficace d'organisation de leur vie collective au sein de la société. La nation est devenue au contraire une entité divine, un organisme qui ne doit penser qu'à son existence et à son développement, sans se soucier le moins du monde des dommages que pourraient en subir les autres. La souveraineté absolue a conduit les États nationaux à accroître leur volonté de domination, chacun se sentant menacé par la puissance des autres et considérant comme son «espace vital» des territoires de plus en plus vastes, susceptibles de lui permettre de se mouvoir librement et de lui garantir ses propres moyens de subsistance sans dépendre d'autrui. Dans ces circonstances, seule l'hégémonie de l'État le plus fort sur tous les autres États qui lui seraient asservis pourrait enrayer cette volonté de domination.

Ainsi, de garant de la liberté des citoyens, l'État s'est-il transformé en maître à l'égard de sujets qu'il tient à son service et sur lesquels il exerce toutes les facultés étant en son pouvoir pour porter au maximum leur efficacité guerrière. Même durant les périodes de paix - considérées comme des pauses nécessaires pour préparer d'autres guerres inévitables -, la volonté des milieux militaires prédomine désormais dans de nombreux pays sur celle des civils et rend de plus en plus difficile un fonctionnement libre des organisations politiques. L'école, les secteurs scientifiques, les systèmes de production, l'administration doivent principalement contribuer à renforcer le potentiel de guerre. Les femmes sont considérées comme des mères à soldats; aussi sont-elles récompensées selon les critères que l'on applique dans les foires aux bêtes les plus prolifiques. Les enfants sont éduqués, depuis leur plus jeune âge, au métier des armes et à la haine de l'étranger. Les libertés individuelles sont réduites à néant, dès lors que tous sont militarisés et continuellement appelés sous les drapeaux. Les guerres à répétition obligent à quitter famille et emploi, à abandonner ses biens et à sacrifier sa vie pour des objectifs dont nul ne comprend vraiment l'importance. Et voici détruit, en quelques jours, le fruit de plusieurs années d'efforts et de sacrifices, accomplis pour le bien-être de la communauté.

Les États totalitaires sont ceux qui ont réalisé l'unification de toutes les forces avec le plus de cohérence, au moyen d'une extrême centralisation et autarcie. C'est pourquoi ils se présentent comme les organismes les mieux adaptés à l'actuel contexte international. Il suffit qu'une nation avance d'un pas vers un totalitarisme plus accentué pour qu'elle en entraîne d'autres dans son sillon, mûes par un même instinct de survie.

2) On a affirmé, pour tous les citoyens, le droit à participer à l'expression de la volonté de l'État, celle-ci devant représenter, dans leur mobilité, la synthèse des exigences économiques et idéologiques librement manifestées par les diverses catégories sociales. Telle organisation politique a permis de

corriger, du moins d'atténuer, bon nombre d'injustices les plus criantes, léguées par les régimes précédents. Par ailleurs, les libertés de presse et d'association, ainsi que l'extension progressive du suffrage électoral, rendaient de plus en plus difficile le maintien des anciens privilèges dans ce nouveau système représentatif.

Les plus démunis apprenaient peu à peu à se servir de ces instruments pour donner l'assaut aux droits acquis par les classes aisées. Les impôts sociaux sur les rentes et les successions, les taux d'imposition progressifs sur les grandes fortunes, l'exemption des revenus les plus bas et des biens de première nécessité, la gratuité de l'école publique, l'augmentation des dépenses en matière de prévention et de sécurité sociales, les réformes agraires, le contrôle de la production dans les usines, menaçaient les classes privilégiées dans leurs citadelles les plus retranchées.

Même les classes privilégiées qui avaient consenti à l'égalité des droits politiques ne pouvaient admettre que les classes les plus pauvres y aient recours pour tenter de réaliser une égalité de fait qui aurait concrètement donné à ces mêmes droits une valeur de liberté effective. À la fin de la première guerre mondiale, lorsque la menace se fit trop pressante, c'est naturellement que ces classes privilégiées avaient applaudi et appuyé avec vigueur l'instauration des dictatures qui retiraient des mains de leurs adversaires des armes légales d'opposition.

De plus, la création de gigantesques groupes industriels et bancaires, ainsi que la création de syndicats réunissant autour d'une unique direction des cohortes entières de travailleurs - chacun faisant pression sur le gouvernement pour obtenir une politique plus conforme à leurs intérêts particuliers - menaçait de faire éclater l'État lui-même en de multiples fiefs économiques qu'une lutte exacerbée auraient opposés. Le système démocratique-libéral, étant devenu pour ces groupes l'instrument pour mieux exploiter l'ensemble de la communauté, perdait toujours plus de son prestige. Et ainsi, prenait pied la conviction que seul l'État totalitaire aurait pu parvenir, en abolissant les libertés populaires, à résoudre en quelque sorte les conflits d'intérêt que les institutions politiques existantes n'arrivaient plus à contenir. De fait, les régimes totalitaires ont ensuite bloqué la position des diverses catégories sociales là où elles étaient parvenues et ont entravé toute voie légale susceptible de modifier par la suite la situation en vigueur, d'une part en exerçant un contrôle policier sur la vie de tous les citoyens et, de l'autre, en éliminant violemment toute forme d'opposition. C'est ainsi qu'a été garantie l'existence absolument parasitaire d'une classe de propriétaires terriens absents et de rentiers qui contribuent à la production nationale uniquement en détachant les coupons de dividendes de leurs titres, de même qu'ont été garanties l'existence de classes monopolistes et

de sociétés en chaîne qui exploitent les consommateurs et rendent volatile l'argent des petits épargnants, et l'existence de ploutocrates qui dans les coulisses tirent les ficelles de la politique et dirigent la machine de l'État à leur seul profit, sous prétexte de répondre aux intérêts supérieurs de la nation. C'est ainsi également que sont entretenues d'une part les fortunes colossales d'un petit nombre et de l'autre la misère des masses qui se voient exclues de la possibilité de jouir des fruits de la civilisation moderne. Enfin, c'est ainsi qu'a été sauvegardé un régime économique où les ressources matérielles et les forces de travail, qui devraient être employées à satisfaire les besoins fondamentaux des énergies vitales humaines, visent au contraire à satisfaire les désirs les plus futiles de ceux qui ont les moyens de payer les prix les plus élevés, un régime économique également où le droit de succession perpétue au sein d'une même classe la puissance de l'argent, la transformant ainsi en un privilège qui ne correspond en rien à la valeur sociale attribuée aux services réellement prêtés et où la marge des possibilités matérielles du prolétariat est si réduite que pour vivre les travailleurs sont contraints souvent à se laisser exploiter par ceux qui leur offrent un travail, quel qu'il soit.

En vue d'immobiliser et de soumettre les classes ouvrières, les syndicats se sont transformés, d'organismes de lutte indépendants qu'ils étaient, dirigés par des individus qui jouissaient de la confiance de leurs adhérents, en des organes de surveillance policière placés sous la direction d'employés choisis par le groupe dirigeant, auquel ils doivent rendre compte. Si le régime économique en question subit quelques modifications, celles-ci seront toujours et uniquement dictées par les exigences du militarisme, qui se confondent avec les aspirations réactionnaires des classes privilégiées soucieuses de créer et de consolider les États totalitaires.

3) On a affirmé la valeur permanente de l'esprit critique contre le dogmatisme autoritaire. Tout ce qui était déclaré, devait avoir sa raison d'être ou disparaître. C'est à cette démarche méthodique et dénuée de tout préjugé que notre société doit dans tous les domaines ses principales conquêtes. Mais cette liberté de l'esprit n'a pas su résister à la crise qui a généré les États totalitaires. De nouveaux dogmes, adoptés par conviction ou par hypocrisie, font autorité dans toutes les sciences.

Bien que nul ne sache définir ce qu'est une race - les connaissances historiques les plus élémentaires démontrent d'ailleurs l'absurdité d'une telle notion -, on exige des philosophes qu'ils pensent, prouvent et convainquent que l'on appartient à une race élue, uniquement parce que l'impérialisme a besoin de ce mythe pour exalter auprès des masses les sentiments de haine et d'orgueil. Les concepts économiques les plus évidents sont frappés d'anathème et ce, pour présenter la politique autarcique, les échanges équilibrés et les autres

vieux instruments du mercantilisme comme d'extraordinaires découvertes de l'époque actuelle. Du fait de l'interdépendance économique entre les diverses régions du monde, l'espace vital pour un peuple, désireux de maintenir un niveau de vie en accord avec la civilisation moderne, est la planète entière. Aussi at-on inventé une pseudoscience: la géopolitique qui entend démontrer le bien-fondé théorique de l'espace vital et par là donner une assise théorique à la volonté de domination qui caractérise l'impérialisme. L'histoire est falsifiée dans ses données essentielles pour servir les intérêts de la classe au pouvoir. Les bibliothèques et les librairies sont épurées de tous les ouvrages jugés non orthodoxes. De nouveau, les ténèbres de l'obscurantisme menacent de juguler l'esprit humain. La morale sociale de la liberté et de l'égalité est elle-même battue en brèche. Les individus ne sont plus considérés comme des citoyens libres pour lesquels l'État est l'organisme servant à réaliser les objectifs de la communauté. Ils sont au contraire les serviteurs d'un État qui leur fixe leurs propres objectifs. La volonté de l'État devient ainsi la volonté de ceux qui détiennent le pouvoir. Les individus ne sont plus des citoyens de droit mais, soumis à une hiérarchie, ils sont tenus d'obéir sans mot dire aux autorités supérieures que chapeaute un chef dûment divinisé. Le régime des castes, plein d'arrogance, renaît de ses cendres.

Après avoir triomphé dans divers pays, cette culture réactionnaire et totalitaire a pour finir trouvé dans l'Allemagne nazie le terreau fertile pour parvenir à ses conséquences extrêmes. Grâce à une méticuleuse préparation, profitant impudemment et sans scrupules des rivalités, des égoïsmes et de la naïveté des autres nations, entraînant dans son sillage d'autres États européens vassaux - l'Italie en tête - et s'alliant avec le Japon, l'Allemagne s'est lancée dans une vaste entreprise de domination. Sa victoire signifierait une consolidation définitive du totalitarisme dans le monde. Toutes ses caractéristiques s'en trouveraient exaspérées au plus haut point et les forces progressistes seraient pendant longtemps condamnées à une simple opposition, nulle en soi.

L'intransigeance et la traditionnelle arrogance des milieux militaires allemands peuvent déjà nous donner un aperçu du caractère de leur domination à l'issue d'une guerre victorieuse. Les Allemands victorieux pourraient même se permettre un semblant de générosité envers les autres peuples européens, feindre de respecter leurs territoires et leurs institutions politiques et ainsi gouverner en satisfaisant un stupide sentiment patriotique qui tient compte de la couleur des barrières aux frontières ou de la nationalité des hommes politiques qui occupent le devant de la scène et non du rapport entre les forces en jeu et de la valeur effective des organismes étatiques. Quand bien même dissimulée, la réalité serait toujours la même: une nouvelle division de l'humanité entre Spartiates et Hilotes.

Même l'hypothèse d'un compromis entre les factions antagonistes se traduirait encore par une ultérieure avancée du totalitarisme puisque les pays ayant pu se soustraire à l'emprise de l'Allemagne seraient eux-mêmes contraints d'adopter les mêmes formes d'organisation politique pour se préparer efficacement à une nouvelle guerre.

Mais si l'Allemagne hitlérienne est parvenue d'une part à abattre un à un les États plus petits, elle a obligé ce faisant les États plus puissants à entrer en lice. L'opposition courageuse de la Grande Bretagne - y compris dans les moments les plus difficiles où elle a dû, seule, tenir tête à l'ennemi - a fait que les Allemands se sont heurtés à la rude résistance de l'armée soviétique, ce qui a donné le temps aux Américains de mobiliser leurs ressources de production illimitées. Et, par ailleurs, la lutte contre l'impérialisme allemand s'est étroitement associée à celle que le peuple chinois avait engagée de son côté contre l'impérialisme japonais.

Quantité d'individus et de richesses ont été dressés contre les puissances totalitaires dont les forces ont atteint leur apogée et ne peuvent désormais que progressivement se consumer. Les forces adverses ont au contraire surmonté leur plus bas niveau de dépression et connaissent à présent une remontée.

La guerre entreprise par les Alliés éveille toujours plus chaque jour un désir de libération, y compris dans les pays qui s'étaient pliés à la violence de l'attaquant et que le choc subi avaient ébranlés, y compris même parmi les populations des puissances de l'Axe qui ont conscience de s'être laissées entraîner dans une situation désespérée, dans le seul but d'assouvir la soif de domination de ceux qui les gouvernent.

Le lent processus qui a conduit quantité d'hommes à se laisser passivement modeler par le nouveau régime, à s'y conformer et ainsi à le renforcer, a été endigué. On assiste même au processus contraire. Une vague immense lentement se soulève: elle se compose de toutes les forces progressistes, des groupes les plus éclairés de la classe ouvrière que la peur et le mirage de mille illusions n'ont pas détournés de leur aspiration à une forme de vie meilleure, des intellectuels qui sont les plus conscients de l'avilissement auquel est soumise l'intelligence, des entrepreneurs qui se sentant capables de nouvelles initiatives voudraient se libérer du pesant harnais de la machine bureaucratique ainsi que des autarcies nationales qui entravent toute possibilité d'action, de tous ceux enfin qui ont un sens inné de la dignité et refusent de plier l'échine bien qu'humiliés et asservis.

C'est à toutes ces forces qu'est confiée aujourd'hui l'avenir de notre civilisation.

II. Les Enjeux de l'après-guerre. L'Unité Européenne

Mais la défaite de l'Allemagne n'implique pas automatiquement une réorganisation de l'Europe suivant notre idéal de civilisation. Durant l'intense - quoique brève - période de crise générale (où les États seront à genoux, où les masses populaires attendront impatientes un discours nouveau et seront comme de la matière en fusion, ardente et prête à être coulée dans l'empreinte de formes nouvelles, susceptibles d'accueillir la conduite d'hommes réellement internationalistes), les classes les plus privilégiées dans les anciens systèmes nationaux pourront tenter, sournoisement ou par la violence, d'infléchir l'élan de sentiments et de passions internationalistes et s'emploieront ostensiblement à reconstruire les anciens organismes de l'État. Il est par ailleurs probable que des dirigeants britanniques - de concert même avec les dirigeants américains - tenteront de faire avancer les choses en ce sens, afin de restaurer une politique d'équilibre des pouvoirs qui assure de toute évidence l'intérêt immédiat de leurs empires.

Les forces conservatrices, à savoir les dirigeants des principales institutions des États nationaux, mais aussi les cadres supérieurs des forces armées au faite de la hiérarchie dans les monarchies encore existantes, les groupes du capitalisme monopoliste qui ont lié leurs profits au sort des États, les grands propriétaires fonciers et les hiérarchies supérieures de l'Église dont seule une rigoureuse société conservatrice peut garantir les revenus parasites, et à leur suite la multitude innombrable de ceux qui dépendent d'eux ou qui sont aveuglés par leur traditionnelle puissance: toutes ces forces réactionnaires ont aujourd'hui le sentiment que l'édifice est fissuré de toutes parts et qu'il faut le sauver. Son effondrement les priverait soudain de toutes les garanties dont elles ont joui jusqu'à présent et les exposerait à l'assaut des forces progressistes.

La situation révolutionnaire: anciennes et nouvelles orientations

La chute des régimes totalitaires sera ressentie par bien des peuples comme l'avènement de la «liberté». Tout frein aura été levé. Les libertés de parole et d'association règneront alors automatiquement et largement. Ce sera le triomphe des tendances démocratiques. Celles-ci ont de multiples nuances qui vont d'un libéralisme conservateur au socialisme ou à l'anarchie. Elles croient en une «génération spontanée» des événements et des institutions, en la totale bonne foi des impulsions venues du bas. Elles ne veulent pas forcer la main à l'«histoire», au «peuple», au «prolétariat» ou à tout autre nom donné à leur

dieu. Elles souhaitent la fin de toute dictature, synonyme d'une restitution au peuple de ses droits imprescriptibles à l'autodétermination. Le couronnement de leurs rêves serait une assemblée constituante élue au suffrage le plus large possible et dans le strict respect du droit des électeurs, qui déciderait de la Constitution à adopter. Si les citoyens ne sont pas mûrs encore, le risque est sans doute de proposer une mauvaise Constitution, mais ce n'est qu'à travers un constant travail de persuasion que l'on pourra la corriger.

Les démocrates n'excluent pas, par pur principe, l'usage de la violence. Mais ils y auront recours uniquement lorsque la majorité sera convaincue qu'elle est indispensable, uniquement donc lorsqu'elle ne sera pas plus qu'un point superflu à mettre sur un «i». Ainsi les démocrates sont-ils des dirigeants faits pour gouverner en des périodes d'administration ordinaire où les citoyens sont dans l'ensemble persuadés du bien-fondé de leurs principales institutions qui ne demanderont à être modifiées que dans des aspects relativement secondaires. Au cours de périodes révolutionnaires où les institutions ne sont pas à administrer mais à créer, la pratique démocratique fait manifestement faillite. Les révolutions russe, allemande et espagnole offrent trois des plus récents témoignages de la désolante impuissance des démocrates. Dans chacun de ces pays, après la chute du vieil appareil étatique et de son système législatif et administratif, on a vu aussitôt se multiplier, sous le couvert d'une légalité renouvelée, quantité d'assemblées et de représentations populaires où convergent et s'agitent toutes les forces sociales progressistes. Certes la population a des besoins fondamentaux à satisfaire mais elle ne sait avec précision ce qu'elle veut ni ce qu'elle doit faire. Mille cloches résonnent à ses oreilles. Avec ses millions de têtes, elle ne parvient pas à s'orienter et elle se divise en quantité de tendances antagonistes.

Au moment où il faudrait faire preuve d'une détermination et d'un courage extrêmes, les démocrates se sentent perdus, n'ayant pour les soutenir qu'un ensemble de passions désordonnées et non un consensus populaire spontané. Ils croient que leur tâche est de créer ce consensus: aussi ont-ils des allures de prédicateurs qui exhortent les populations, plutôt que d'être des chefs ou des guides qui sachent où les mener. Ils laissent passer les occasions qui se présentent à eux de consolider le nouveau régime et préfèrent au contraire tenter de faire immédiatement fonctionner des institutions qui non seulement supposent une longue préparation mais sont mieux adaptées à des périodes de relative tranquillité politique. Ils offrent ainsi à leurs adversaires les armes qu'ils useront ensuite contre eux. Ils représentent en somme, par leurs mille tendances, non pas une volonté de renouvellement, mais au contraire les confuses velléités qui règnent dans tous les esprits et qui préparent, tout en se paralysant mutuellement, un terrain propice au développement de la réaction.

Le processus politique démocratique ne sera plus qu'un poids mort au coeur même de la crise révolutionnaire.

À mesure que les démocrates auront épuisé en logomachies leur popularité initiale de partisans de la liberté, faute d'une sérieuse politique révolutionnaire, on verra inmanquablement se recomposer les institutions politiques pré-totalitaires et la lutte se redéploiera suivant les anciens schémas de l'affrontement entre classes.

Le principe en vertu duquel la lutte des classes est le dénominateur commun de tous les problèmes a constitué entre autres l'orientation fondamentale des ouvriers d'usines et a servi à donner corps à leur politique, aussi longtemps que n'étaient pas remises en cause les institutions fondamentales. Mais ce même principe devient un instrument d'isolement du prolétariat lorsque s'impose l'exigence de transformer l'organisation de la société dans sa totalité. Les ouvriers, du fait de leur éducation fondée sur la lutte des classes, ne savent voir que leurs revendications particulières de classe, ou de catégorie, sans se soucier de les relier aux intérêts des autres catégories de la société. Ou encore aspirent-ils à une dictature unilatérale de leur classe afin de réaliser la collectivisation utopique de tous les instruments matériels de production qu'une propagande centenaire a indiquée comme le remède absolu contre tous les maux. Telle politique n'a prise sur aucune autre catégorie, hormis celle des ouvriers qui privent ainsi les autres forces progressistes de leur soutien, voire les abandonnent à la merci de la réaction qui habilement les manipule de façon à briser l'échine du mouvement prolétarien lui-même.

En regard des diverses tendances prolétariennes, partisans d'une politique de classe et d'un idéal collectiviste, les communistes ont admis la difficulté d'obtenir le soutien d'un nombre suffisant de forces pour assurer la victoire. Aussi, à la différence des autres partis, se sont-ils transformés en un mouvement rigoureusement discipliné qui organise les ouvriers en usant du mythe russe, sans soumettre sa ligne de conduite à leurs revendications mais en se servant d'eux au contraire pour les manœuvres les plus disparates.

Une telle attitude rend, dans les périodes de crise révolutionnaire, les communistes plus efficaces que les démocrates. Cependant, parce qu'ils s'efforcent de maintenir la distinction entre les classes ouvrières et les autres forces révolutionnaires - notamment en prêchant que la «véritable» révolution doit encore avoir lieu - ils constituent dans les moments décisifs un élément sectaire qui affaiblit l'ensemble. Qui plus est, leur allégeance totale à l'État russe - lequel s'en est d'ailleurs systématiquement servi pour atteindre les objectifs de sa politique nationale - les empêche de mener une politique ayant un tant soit peu de continuité. Ils ont constamment besoin de se dissimuler derrière un Karoly, un Blum ou un Negrin pour ne courir ensuite qu'à leur perte, à l'instar

des pantins démocratiques dont ils se sont inspirés. Car le pouvoir ne se conquiert, ni ne se garde par la ruse uniquement, mais grâce à la capacité de répondre de manière vitale et concrète aux besoins de la société moderne.

Si demain la lutte devait se limiter au seul domaine national traditionnel, il serait bien difficile alors d'échapper aux anciennes apories. De fait, les États nationaux ont déjà profondément planifié leurs économies respectives, au point que la question centrale se résoudrait bien vite à savoir quel groupe d'intérêts, voire quelle classe, tient les commandes de la planification. Le front des forces progressistes se briserait alors sans difficulté dans le conflit qui oppose les diverses classes et catégories économiques. Selon toute probabilité, les réactionnaires en tireraient le meilleur profit.

Un véritable mouvement révolutionnaire ne peut provenir que des rangs de ceux qui se sont montrés capables de critiquer les vieilles théories politiques. Il devra en outre être capable de collaborer avec les forces démocratiques, avec les forces communistes et, plus généralement, avec celles qui voudront coopérer à la désagrégation du totalitarisme, sans toutefois se laisser séduire par telle ou telle autre ligne politique.

Les forces réactionnaires disposent d'hommes et de cadres habiles, formés au commandement, qui se batront avec acharnement pour conserver leur suprématie. En ce moment grave, elles sauront se présenter bien camouflées et proclameront vouloir défendre la liberté, la paix, le bien-être général, ainsi que l'intérêt des classes les plus pauvres. Dans le passé, nous avons déjà pu observer leur capacité à se placer dans le sillage des mouvements populaires qu'elles ont ensuite paralysés et déviés de leurs objectifs pour les convertir enfin en leur exact contraire. Elles constitueront sans nul doute la force la plus dangereuse qu'il nous faudra affronter.

Le moyen dont elles se serviront comme d'un levier sera la restauration de l'État national. Elles pourront ainsi exploiter un sentiment populaire fort répandu, qui plus est humilié par les récents événements et aisément utilisable à des fins réactionnaires: le sentiment patriotique. De la sorte, elles peuvent même espérer créer une certaine confusion dans l'esprit de leurs adversaires. Les masses populaires n'ont pas d'autre expérience politique que celle qu'elles ont acquise dans un contexte national; il est donc facile de les conduire, de même que leurs chefs les plus myopes, sur le terrain de la reconstruction des États que la tempête a abattus.

Si elles atteignaient cet objectif, la réaction l'emporterait. Ces États pourraient même en apparence être des États largement démocratiques ou socialistes: le retour des réactionnaires au pouvoir ne serait qu'une question de temps. On verrait alors resurgir les jalousies nationales et chaque État confierait de nouveau, à la seule force des armes, la satisfaction de ses exigences.

L'ambition prioritaire serait une fois encore, à plus ou moins court terme, celle de transformer les peuples en armées. Les généraux recommenceraient à commander, les monopolistes à profiter des autarcies, les corps bureaucratiques à grossir, les prêtres à rendre les masses dociles. Toutes les conquêtes des premiers temps se réduiraient à néant devant la nécessité de devoir à nouveau se préparer pour la guerre. Le problème urgent à résoudre, sous peine de rendre illusoire tout autre progrès, est l'abolition définitive de la division de l'Europe en États nationaux souverains. L'effondrement de la plupart des États du continent sous le rouleau compresseur allemand a déjà unifié le destin des peuples européens qui se trouvent face à deux options: se soumettre à la domination hitlérienne ou, après la défaite de celle-ci, s'engager tous ensemble dans une crise révolutionnaire où ils ne seront plus figés et séparés en de rigides structures étatiques. Les esprits sont aujourd'hui bien mieux disposés que dans le passé à l'égard d'une réorganisation fédérale de l'Europe. La rude expérience de ces dernières décennies a ouvert les yeux même de ceux qui refusaient de voir et a produit bon nombre de circonstances favorables pour notre idéal.

Tous les hommes de bon sens reconnaissent désormais qu'on ne peut maintenir un équilibre entre des États européens indépendants au sein desquels l'Allemagne militariste jouirait des mêmes conditions que les autres pays, ni morceler l'Allemagne et lui tenir la bride haute une fois vaincue. La preuve en est qu'aucun pays en Europe ne peut rester en marge tandis que les autres se battent, les déclarations de neutralité et de pactes de non agression n'ayant aucune valeur. On a pu démontrer l'inutilité, voire le caractère nuisible, d'organismes comme la Société des Nations qui prétendait garantir un droit international sans l'appui d'une force militaire pour imposer ses décisions et faire respecter dans le même temps la souveraineté absolue des États membres. Tout aussi absurde s'est révélé le principe de non intervention en vertu duquel tout peuple est libre de se doter du gouvernement despotique de son choix, comme si la constitution interne de chaque État n'était pas d'un intérêt vital pour tous les autres pays européens. Les nombreux problèmes qui empoisonnent la vie internationale du continent sont demeurés sans solution (le tracé des frontières dans les régions à population mixte, la défense des minorités allogènes, les débouchés maritimes des pays n'en disposant pas, la question des Balkans, la question irlandaise, etc). La Fédération Européenne pourrait offrir une solution des plus simples à ces problèmes, sur le modèle d'une plus vaste unité nationale au moyen de laquelle un certain nombre de petits États avaient déjà cherché, par le passé, à résoudre des problèmes analogues qui, ainsi, perdaient de leur acuité en devenant des problèmes de relations entre les diverses provinces d'une même nation.

En outre, la fin du sentiment de sécurité que la Grande Bretagne tirait de sa position inattaquable - qui la poussait à affecter sa «splendid isolation» -, la dissolution de la République française et celle de son armée à la première offensive sérieuse des forces allemandes (un résultat - il faut l'espérer - qui aura fortement émoussé la conviction chauviniste d'une véritable supériorité française) et, en particulier, la conscience de la gravité du danger encouru par un asservissement général, telles sont globalement les circonstances qui favoriseront la constitution d'un régime fédéral susceptible de mettre fin à l'anarchie actuelle. Par ailleurs, le fait que l'Angleterre a désormais accepté le principe de l'indépendance indienne et que la France a potentiellement perdu, par l'acceptation de sa défaite, tout son empire, permet également de trouver plus aisément les bases d'un accord pour un aménagement européen des «possessions coloniales».

Enfin, à cela s'ajoutent la disparition de quelques-unes des principales dynasties et la fragilité des fondements qui soutiennent les dynasties ayant subsisté. Il convient effectivement de tenir compte du fait que les dynasties, considérant les divers pays comme leur apanage traditionnel, représentaient, en raison des puissants intérêts qu'elles défendaient, un obstacle sérieux à une organisation rationnelle des États Unis d'Europe, lesquels ne peuvent se fonder que sur une constitution républicaine de tous les pays fédérés. Et lorsque, franchissant l'horizon du Vieux Continent, on tente d'embrasser par une vision d'ensemble tous les peuples qui composent l'humanité, il faut pourtant bien reconnaître que la Fédération Européenne est l'unique garantie envisageable pour que les relations avec les peuples d'Asie et d'Amérique puissent se nouer sur la base d'une coopération pacifique, avant que ne soit possible, dans un avenir plus lointain, l'unité politique de la planète entière.

Aussi la ligne de partage entre partis progressistes et partis réactionnaires ne se trace-t-elle plus d'après la ligne formelle de la démocratie ou du socialisme plus ou moins avancés qu'il faut instaurer, mais d'après la toute nouvelle - et par ailleurs essentielle - ligne de faite qui sépare ceux qui conçoivent la lutte selon sa finalité fondamentale traditionnelle, à savoir la conquête du pouvoir politique national (faisant ainsi, quand bien même involontairement, le jeu des forces réactionnaires en laissant se solidifier dans l'ancien moule la lave incandescente des passions populaires et en permettant que resurgissent les incohérences du passé), de ceux qui envisagent la création d'un État international stable comme le principal enjeu, si bien qu'ils chercheront à canaliser vers ce but les forces populaires et qu'ils se serviront du pouvoir national, après l'avoir conquis, en priorité comme d'un instrument pour réaliser l'unité internationale.

C'est par le biais de la propagande et de l'action, c'est en cherchant à établir par tous les moyens possibles des accords et des liens entre les divers mouvements qui se forment certainement dans chaque pays, qu'il faut dès à présent jeter les bases d'un mouvement capable de mobiliser toutes les forces pour donner naissance à une nouvelle organisation qui sera l'idée la plus grandiose et la plus novatrice que l'Europe ait connue depuis des siècles. Et ce, plus largement, en vue de constituer un État fédéral stable qui dispose, au lieu des armées nationales, d'une force armée européenne qui ait les structures et les moyens suffisants pour faire appliquer dans les divers États fédérés des directives qui veilleront au maintien d'un ordre communautaire, tout en garantissant aux États eux-mêmes l'autonomie nécessaire pour permettre une articulation et un déroulement souples de la vie politique, conformément aux caractéristiques de chacune des nations.

S'il se trouve, dans les principaux pays, assez d'hommes pour comprendre cela, la victoire sera bientôt entre leurs mains, car les circonstances et les esprits sont non seulement favorables à leur projet, mais ils ont aussi face à eux des partis et des mouvements déjà discrédités par l'expérience désastreuse de ces vingt dernières années. L'heure étant venue d'accomplir des actions nouvelles, l'heure viendra aussi d'accueillir des hommes nouveaux et d'accueillir le MOUVEMENT POUR UNE EUROPE LIBRE ET UNIE.

III. Les Enjeux de l'Après-guerre. La Réforme de la Société

Une Europe libre et unie est le préambule nécessaire à une consolidation de la civilisation moderne. La fin de l'ère totalitaire, qui en a marqué le coup d'arrêt, permettra de reprendre totalement et immédiatement le processus historique engagé contre les inégalités et les privilèges sociaux. Toutes les anciennes institutions conservatrices qui entravaient sa réalisation auront été anéanties ou seront sur le point de l'être. Il faudra exploiter cette situation de crise avec courage et détermination.

Si elle veut répondre à nos exigences, la révolution européenne sera socialiste ou ne sera pas. Autrement dit, elle devra proposer l'émancipation des classes ouvrières ainsi que l'obtention pour celles-ci de conditions de vie plus humaines. Toutefois, la ligne d'orientation à suivre pour prendre des mesures en ce sens ne saurait s'appuyer sur un principe purement doctrinal, suivant lequel la propriété privée des moyens matériels de production doit être en théorie abolie mais tolérée provisoirement lorsqu'elle apparaît inévitable. L'étatisation générale de l'économie a été la première forme d'utopie qui avait laissé croire aux classes ouvrières en une libération possible du joug capitaliste. Mais quand bien même elle serait totalement instituée, elle ne conduirait pas au but rêvé mais bien à la constitution d'un régime où l'ensemble de la population serait asservie à la classe restreinte des bureaucrates gérant l'économie.

Le véritable principe fondamental du socialisme - et pour lequel le principe de la collectivisation générale n'a été qu'une déduction hâtive et erronée - est le principe selon lequel les forces économiques ne doivent pas prendre le pas sur les individus mais - comme c'est le cas pour les forces naturelles - leur être soumises, se laisser guider et contrôler par eux, le plus rationnellement possible, afin que les masses ne soient plus leurs victimes. Il faut éviter que les gigantesques forces de progrès, sublimant les intérêts individuels, ne s'enlisent dans les eaux stagnantes de la pratique routinière et ne se retrouvent ensuite confrontés à l'insoluble problème de devoir ressusciter l'esprit d'initiative, moyennant des salaires différenciés ou toute autre mesure de ce genre. Il faut au contraire que ces forces soient encouragées, qu'on leur offre la possibilité de s'accroître et de s'engager davantage. Et, dans le même temps, il faut renforcer et perfectionner les digues qui les canalisent et les orientent vers les objectifs qui présentent les meilleurs avantages pour l'ensemble de la collectivité.

La propriété privée doit être abolie, limitée, corrigée, voire élargie cas par cas, et non par pur principe dogmatique. Cette directive s'inscrit naturellement

dans le processus visant à la formation d'une réalité économique européenne qui serait affranchie des cauchemars du militarisme ou d'un bureaucratisme national. Une résolution rationnelle des problèmes devra s'imposer sur toute résolution irréfléchie, y compris dans la conscience des travailleurs. Pour illustrer de façon précise le contenu de cette directive et, puisque l'intérêt et les modalités de chaque point programmatique devront toujours être évalués en fonction du présupposé désormais indispensable qu'est l'unité européenne, nous souhaiterions mettre en relief les points suivants:

a) On ne peut plus laisser entre les mains des privés les entreprises qui, de par leur activité essentiellement monopoliste, sont en état d'exploiter la masse des consommateurs. Ce sont, par exemple, les industries électriques, mais aussi toutes les entreprises que l'on veut maintenir en vie pour des raisons d'intérêt collectif mais qui ont besoin pour survivre de droits protecteurs, de subventions ou de commandes de faveur, etc. (à cet égard, l'industrie sidérurgique en Italie est aujourd'hui l'exemple le plus remarquable), ou encore toutes les entreprises qui, par le volume des capitaux investis, par le nombre d'ouvriers qu'elles emploient ou par l'importance du secteur où elles opèrent, peuvent faire pression sur les organes de l'État et imposer une politique qui est à leur avantage (c'est le cas des industries minières, des grands groupes bancaires, des principales sociétés d'armement). C'est là un domaine où il faudra sans nul doute procéder à des nationalisations sur une vaste échelle, sans se soucier des droits acquis.

b) Les caractéristiques qui ont réglementé, dans le passé, le droit de propriété et le droit de succession, ont favorisé entre les mains de quelques privilégiés l'accumulation de richesses qu'il faudra redistribuer de manière égalitaire, au cours d'une période de crise révolutionnaire. Ceci permettra d'éliminer les groupes parasitaires et de donner aux travailleurs les moyens de production dont ils ont besoin, dans la perspective également d'améliorer leurs conditions de vie et de leur assurer des moyens de subsistance plus autonomes. C'est pourquoi nous avons projeté à la fois une réforme agraire qui donnera la terre à ceux qui la cultivent et augmentera ainsi considérablement le nombre de propriétaires et une réforme industrielle qui étendra l'accès à la propriété parmi les travailleurs des secteurs non étatisés, au moyen de gestions coopératives, d'un actionnariat ouvrier, etc.

c) Il faut prévoir d'aider les jeunes par des dispositions aptes à réduire le plus possible les inégalités de départ, au seuil de la lutte qu'est l'existence. En particulier, l'école publique devra offrir aux meilleurs élèves - et non aux plus riches seulement - les moyens réels de poursuivre des études jusqu'aux niveaux supérieurs et elle devra préparer, dans toutes les filières et pour faciliter l'accès aux diverses professions et activités libérales ou scientifiques, un nombre

d'individus en mesure de répondre à la demande du marché, de sorte que les salaires moyens puissent être maintenus à un niveau plus ou moins égal, quelles que soient les catégories professionnelles ou les différences de rémunération au sein de chacune d'elle, établies selon les diverses compétences individuelles.

d) Désormais, grâce aux technologies modernes, le potentiel quasi illimité de la production massive de produits de première nécessité permet de garantir à tous, à des coûts sociaux relativement maîtrisés, la nourriture, le logement et l'habillement, ainsi que le confort minimum pour garantir le sentiment de la dignité humaine. La solidarité humaine envers ceux qui succombent dans la lutte économique ne devra donc plus se traduire par des formes de charité en soi humiliantes et par surcroît génératrices de ces mêmes maux auxquelles elles prétendent remédier, mais au contraire par une série de mesures d'assistance qui garantissent à tous - qu'ils soient en mesure ou non de travailler - un niveau de vie digne, sans pour autant réduire la motivation au travail et à l'épargne. Ainsi la misère n'obligera-t-elle plus personne à accepter des contrats de travail astreignants.

e) La libération des classes laborieuses ne se fera qu'en mettant en place les conditions évoquées aux points précédents, autrement dit en évitant que ces mêmes classes ne soient de nouveau à la merci de la politique économique des syndicats monopolistes qui se bornent à appliquer, au sein du monde ouvrier, les logiques d'exploitation typiques avant tout du grand capital. Les travailleurs doivent être libres par contre de choisir leurs représentants qui négocieront les conditions collectives auxquelles ils accepteront de prêter leurs services. Et l'État devra prédisposer les moyens juridiques nécessaires pour que soient respectés les accords conclus. Mais, toutes les tendances monopolistes ne pourront être efficacement combattues que lorsque ces transformations sociales auront été réalisées.

Tous ces changements sont nécessaires si l'on veut recueillir, autour de ce nouvel ordre, un large consensus de la part des citoyens et donner à la vie politique un caractère de liberté consolidée, empreinte également d'un sens profond de solidarité sociale. Les libertés politiques, elles-mêmes fondées sur ces principes, pourront avoir aux yeux de tous un contenu concret - et non de pure forme uniquement - car l'ensemble des citoyens jouira d'une indépendance et de connaissances suffisantes pour exercer un contrôle efficace et permanent de la classe dirigeante.

Il nous paraît superflu de nous étendre sur le sujet des institutions constitutionnelles, faute de pouvoir prévoir les conditions où elles verront le jour et où elles opèreront. Nous ne ferions que répéter ce que tout le monde sait déjà sur le besoin d'organismes représentatifs, sur la promulgation des lois, sur

l'indépendance de la magistrature qui viendra remplacer la magistrature actuelle et sera chargée de l'application impartiale des lois, sur les libertés de presse et d'association indispensables pour informer l'opinion publique et donner à tous les citoyens la possibilité de participer réellement à la vie de la nation. Ceci étant dit, deux questions méritent néanmoins d'être approfondies, ne serait-ce qu'en raison de leur singulière importance en ce moment pour notre pays: il s'agit des rapports entre l'Église et l'État d'une part et, de l'autre, du caractère de la représentation politique :

a) Le concordat par lequel le Vatican a conclu en Italie une alliance avec le fascisme devra évidemment être aboli pour affirmer le caractère purement laïc de l'État et établir sans équivoque la suprématie de l'État dans la vie de la nation. Toutes les confessions religieuses devront être respectées sans distinction aucune, mais l'État n'aura plus à prévoir un budget pour les cultes.

b) La baraque de papier mâché que le fascisme a bâtie à travers une organisation corporatiste s'effondrera, en même temps que s'effondreront tous les autres pans de l'État totalitaire. Certains considèrent qu'on pourra, de ces débris, tirer les matériaux nécessaires à la construction d'un nouvel ordre constitutionnel. Quant à nous, nous ne le croyons pas. Dans les États totalitaires, les chambres corporatistes ne sont que la énième mascarade parachevant le contrôle policier exercé sur les travailleurs. Quand bien même les chambres corporatistes seraient l'expression sincère des diverses catégories de producteurs, les organes représentatifs des diverses catégories professionnelles ne pourraient pas avoir les compétences suffisantes en matière de politique générale et, dans le cadre de questions plus précisément économiques, elles deviendraient des organismes autoritaires au service des catégories les plus puissantes au plan syndical. Certes, les syndicats auront d'amples fonctions de collaboration avec les organes de l'État chargés de résoudre les problèmes qui les concernent plus directement, mais il est absolument exclu qu'il leur soit confiée une quelconque fonction législative. Ce serait donner libre cours, au sein de la vie économique du pays, à une anarchie féodale qui aboutirait à un nouveau despotisme politique. Nombre de ceux qui se sont laissés ingénument séduire par le mythe corporatiste devront à présent nécessairement être séduits par ce processus de renouvellement. Mais encore faudra-t-il qu'ils se rendent compte de l'absurdité de la solution dont ils avaient confusément rêvé. Le corporatisme ne peut réellement exister que dans la forme que lui attribue les États totalitaires pour enrégimenter les travailleurs sous les ordres de fonctionnaires chargés de contrôler leurs moindres mouvements, et ce dans l'intérêt de la classe dirigeante.

On ne peut concevoir qu'au moment décisif le parti révolutionnaire soit improvisé, telle l'œuvre de dilettantes. Il doit au contraire, dès à présent,

commencer à définir pour le moins une ligne politique centrale avec ses structures générales et ses directives d'action essentielles. Il ne saurait en aucun cas représenter une masse de tendances hétérogènes, rassemblées de manière transitoire et stérile, uniquement pour leur passé antifasciste, attendant toutes la chute du régime totalitaire et prêtes ensuite à se disperser, chacune dans sa propre direction, une fois le but atteint. Le parti révolutionnaire sait bien au contraire que c'est à ce moment-là que commencera véritablement pour lui son action. Aussi devra-t-il se composer d'hommes capables de converger sur les principaux problèmes de l'avenir.

Au moyen d'une propagande méthodique, le parti révolutionnaire doit pouvoir pénétrer partout où se trouvent des victimes de l'oppression du régime actuel. Et, partant à chaque fois du problème le plus aigu pour les individus ou pour les classes, il devra chercher à montrer comment ce problème est lié à d'autres problèmes et il en indiquera la solution. De plus, il devra recruter comme organisateurs du mouvement, dans le cercle de plus en plus vaste de ses sympathisants, uniquement ceux qui ont fait de la révolution européenne le principal objectif de leur vie, ceux qui accomplissent jour après jour, avec discipline, le travail nécessaire et ceux qui veillent à en assurer la bonne marche de manière continue et avisée, même au cœur des situations d'illégalité les plus rudes, si bien qu'ils constituent un réseau consolidé, en mesure de donner une véritable stabilité au groupe plus fragile des sympathisants.

Sans négliger aucune occasion ni aucun domaine pour divulguer son message, il doit en tout premier lieu orienter son action vers les milieux les plus importants en tant que centres de diffusion des idées et de recrutement des hommes d'action. Autrement dit, principalement vers les deux groupes sociaux les plus sensibles aujourd'hui et qui seront demain les plus déterminants: la classe ouvrière et les milieux intellectuels. La classe ouvrière est celle qui a le moins pliée sous la férule totalitaire; elle sera donc la mieux disposée à réorganiser ses rangs. Quant aux intellectuels, notamment les plus jeunes, ils se sentent mentalement opprimés au plus haut point et n'éprouvent que dégoût envers le régime despotique au pouvoir. Peu à peu, d'autres catégories sociales seront inévitablement attirées dans le mouvement général actuel.

Tout mouvement qui échouerait dans l'ambition de rallier ces forces, est condamné à être stérile. S'il se limite à n'être qu'un mouvement d'intellectuels, il se privera de la force nécessaire pour vaincre les résistances réactionnaires et il aura une attitude de défiance à l'égard de la classe ouvrière qui se méfiera elle-même en retour. Et bien qu'animé de sentiments démocratiques, il sera enclin à s'engager, devant les difficultés, sur le terrain de la mobilisation de toutes les autres classes contre les ouvriers, autrement dit à s'engager dans la voie de la restauration du fascisme. S'il s'appuie au contraire sur le prolétariat,

il se privera d'une clarté de réflexion qui ne peut venir que des intellectuels et qui est indispensable pour identifier de manière efficace les actions et les orientations nouvelles. Il demeurera ainsi prisonnier du vieil antagonisme de classe, il verra des ennemis partout et il s'abandonnera à la solution communiste doctrinale.

Durant la crise révolutionnaire, c'est à ce mouvement qu'il incombe d'organiser et de diriger les forces progressistes, en s'appuyant sur tous les mouvements populaires qui spontanément se forment, à l'image de creusets ardents où viennent se mêler les masses révolutionnaires, non pour exprimer un plébiscite mais dans l'attente d'être guidées. Ce mouvement puise l'intuition et la certitude de ce qu'il doit faire, non dans une consécration préalable émanant d'une volonté populaire encore inexistante, mais dans la conscience de représenter les exigences profondes de la société moderne. Ainsi pourra-t-il dicter les toutes premières directives du nouvel ordre, la toute première discipline sociale aux masses encore informes. C'est à travers la dictature du parti révolutionnaire que prendra forme le nouvel État sur duquel se fondera véritablement la nouvelle démocratie. Il n'est pas à craindre que ce régime révolutionnaire conduise obligatoirement à un nouveau despotisme. Le risque qu'il y conduise n'existe que si ce régime a modelé un type de société servile. Mais si le parti révolutionnaire est capable de créer, d'une main ferme, dès le début, les conditions pour l'avènement d'une société libre où tous les citoyens pourront réellement participer à la vie de la nation, son évolution se fera - fût-ce au prix de quelques crises secondaires - dans le sens d'une progressive compréhension et acceptation de l'ordre nouveau de la part de tous, et donc dans le sens d'un fonctionnement libre et de plus en plus efficace des institutions politiques. Le moment est venu aujourd'hui de se débarrasser des vieux fardeaux devenus encombrants, de se tenir prêts à accueillir le monde nouveau qui se présente à nous, si différent de celui que nous avons imaginé, d'écartier parmi les plus âgés ceux qui se révèlent inadaptés pour laisser la place aux plus jeunes et encourager les nouvelles énergies. C'est aujourd'hui qu'il nous faut chercher et trouver, pour tisser la toile de l'avenir, ceux qui ont su identifier les causes de la crise actuelle de la civilisation européenne et qui sont de ce fait les héritiers de tous les mouvements ayant contribué au progrès de l'humanité mais qui ont fait naufrage, faute d'avoir su comprendre quel était le but à atteindre et quels étaient les moyens pour y parvenir. Le chemin à parcourir n'est ni facile ni sûr, mais il faut le parcourir et nous le ferons!

Altiero Spinelli - Ernesto Rossi